



MAGAZINE

GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Un rapport du réseau d'EZA

TEMPS AGITÉS AU ROYAUME-UNI

Comment la dérégulation et le Brexit mettent en péril l'existence des organisations de travailleurs

LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

Revendications, espoirs et contribution du réseau EZA

LE SYSTÈME AMAZON

Comment le géant mondial devient une menace pour la démocratie

« L'ÉTAT-PROVIDENCE EST PLUS IMPORTANT QUE JAMAIS »

ozef Pacolet sur l'avenir de la protection sociale et de l'État-providence

ADRESSE ET LANCEMENT DU PODCAST WE WORK EUROPE

Le magazine d'EZA pour vos oreilles

NUMÉRO 1/2022

C'est la partie où l'on s'attend à trouver l'éditorial du magazine EZA avec quelques réflexions sur les questions des travailleurs et la politique économique et sociale actuelle de l'UE. Mais maintenant, rien n'est normal en Europe. Il y a la guerre en Ukraine. La vie de nos amis du syndicat Vost "Volya" de Lviv est hors de contrôle.

L'invasion militaire de l'Ukraine se poursuit depuis plus d'un mois. La guerre s'est rapprochée de Lviv, où le quartier général de VOST "VOLYA" est situé depuis de nombreuses années. Dans l'après-midi du 26 mars, de puissantes explosions ont secoué Lviv. Les occupants de Moscou ont bombardé Lviv avec des missiles qui sont tombés et ont explosé à 3 km du centre de la ville. Tôt le matin du 13 mars, les envahisseurs russes ont bombardé le Centre international pour le maintien de la paix et de la sécurité, situé à 30 km de Lviv et à 20 km de la frontière ukraino-polonaise (frontière de l'UE et de l'OTAN). Il y a 35 morts et 134 blessés. Plus de 260 000 réfugiés sont arrivés à Lviv et s'y sont installés. Si la population de Lviv était de 718 000 habitants avant la guerre, elle a augmenté de plus d'un tiers en raison des réfugiés. Des millions de personnes sont passées par Lviv en transit, puis se sont rendues plus à l'ouest, principalement en Pologne et dans d'autres pays de l'UE. Lviv s'effondre, mais résiste et fournit une assistance complète à ceux qui fuient la guerre. Elle est devenue un centre humanitaire et logistique pour l'ensemble de l'Ukraine. Notre ville est également importante sur le plan militaire. De nombreux habitants de Lviv défendent aujourd'hui l'Ukraine contre l'ennemi hâi dans le cadre de la défense territoriale et au front.

Yaroslav Kovalyshyn, membre du présidium de VOST "VOLYA", Ksenia Tkachuk, présidente de l'Union médicale VOST "VOLYA", et d'autres membres des syndicats VOST "VOLYA" ont rejoint l'armée ukrainienne. Yaroslav est maintenant à l'est, et Ksenia est près de Kiev. Les deux sont dans la zone de combat. EZA et ses organisations membres ont apportés une aide solidaire à VOST "VOLYA". Cela est utile pour VOST "VOLYA", pour Lviv, pour l'Ukraine, mais surtout pour les personnes qui ont besoin d'une telle aide pendant la guerre. Nous travaillons activement avec les membres des syndicats de VOST "VOLYA", nous aidons les réfugiés et tous ceux qui sont dans le besoin avec de la nourriture, des vêtements chauds, des médicaments, des produits d'hygiène, de l'argent pour les petits besoins urgents afin qu'ils puissent préserver leur dignité humaine et assurer le fonctionnement de VOST "VOLYA". Presque tous les jours, nous rencontrons des gens de différents oblasts de l'Ukraine. Pour les réfugiés qui envisagent de poursuivre leur route vers l'Europe, nous fournissons un hébergement pour une ou deux nuits (si nécessaire) et les aidons à atteindre la frontière ukraino-polonaise. Nous aidons ceux qui restent à Lviv à trouver un logement et un travail, même si cela est très difficile.

Nos militants aident les centres d'aide humanitaire à recevoir et à emballer l'aide, à tisser des filets de camouflage pour l'armée et à dégager des couvertures en cas d'attaque aérienne. Beaucoup d'entre eux ont accueilli des familles de réfugiés. Nous avons mis gratuitement le bureau VOST "VOLYA" à la disposition d'une famille d'Irpinia qui avait été bombardée par les occupants de Moscou. Mais ils sont, comme nous et la plupart des Ukrainiens, optimistes et croient en notre victoire sur les agresseurs russes. Yana et Andriy ont déclaré : "Après la victoire, nous rentrerons chez nous, nous reconstruirons notre maison, notre ville et notre beau pays - l'Ukraine ! L'Ukraine, l'Europe et le monde civilisé gagneront ! Ukraine, Europe, and the civilized world will win!

Yuriy Kurylo
Vice-président de la VOST "VOLYA".

SOMMAIRE

4

GUERRE CONTRE L'UKRAINE :

Un rapport du réseau d'EZA

8

TEMPS AGITÉS AU ROYAUME-UNI :

Comment la dérégulation et le Brexit mettent en péril l'existence des organisations de travailleurs

12

LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE :

Revendications, espoirs et contribution du réseau EZA

16

LE SYSTÈME AMAZON :

Comment le géant mondial devient une menace pour la démocratie

18

« L'ÉTAT-PROVIDENCE EST PLUS IMPORTANT QU'ÉTAIT JAMAIS » :

ozef Pacolet sur l'avenir de la protection sociale et de l'État-providence

21

ADRESSE ET LANCEMENT DU PODCAST

WE WORK EUROPE :

Le magazine d'EZA pour vos oreilles

GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Un rapport du réseau d'EZA

Lorsque cette édition du magazine d'EZA paraîtra, l'Ukraine sera en guerre depuis près de deux mois. Face à la destruction aveugle, aux bombardements ciblés de la population civile par l'armée russe, face à la souffrance immense et aux mensonges permanents de Moscou, alors que Pâques se profile à un horizon proche, il semble difficile de croire à la résurrection et à la vie du message de Pâques. Il semble que nous vivions un Vendredi saint immuable.



FOURNITURES DE SECOURS POUR LES RÉFUGIÉS UKRAINIENS

TEXTE: Sigrid Schraml
PHOTOS: Solidarność / Fundacja Nowy Staw / VOST "VOLYA"

En reconnaissant les régions ukrainiennes de Donetsk et de Lougansk comme territoires indépendants et en envahissant militairement l'Ukraine, la Fédération de Russie commet une violation flagrante du droit international et de l'ordre international. En tant que réseau social-chrétien d'organisations de travailleurs, l'EZA défend les valeurs de la démocratie et de l'État de droit. L'EZA condamne avec la plus grande fermeté l'action de la Russie et demeure solidaire du gouvernement démocratiquement élu et des habitants de l'Ukraine, en particulier, de son membre Vost Volya à Lviv. La communauté démocratique mondiale doit poursuivre son engagement à défendre et à rétablir la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Parallèlement, la guerre d'agression contre l'Ukraine place la communauté démocratique face à un terrible dilemme, entre le soutien à apporter à ce pays et la volonté d'éviter un embrasement. La guerre montre que la démocratie et l'État de droit ne vont pas de soi, pas du tout. Tous deux veulent et doivent être défendus jour après jour, dans l'UE, en Europe et dans le monde entier.

La guerre d'agression en Ukraine nous enseigne qu'il ne peut y avoir de neutralité face à la violation flagrante du droit international, à la terreur et à la peur que Poutine et ses partisans font régner en Ukraine et en Europe. Elle exige de nous tous non seulement de la solidarité, mais aussi de l'action résolue et une prise de responsabilité. Ces dernières semaines, nous avons été témoins d'une solidarité incommensurable avec l'Ukraine. Nous souhaitons rendre compte ici de quelques initiatives de membres d'EZA dont nous avons eu connaissance. Ce rapport est loin d'être exhaustif. De nombreuses initiatives ont vu le jour sans que nous puissions en parler ici. L'EZA fait office de plate-forme pour faire coïncider les besoins et l'aide ; l'EZA et l'EZA Plus ont eux-mêmes assuré un soutien financier en Ukraine à Vost Volya, à l'EDS-FNS en Pologne et à un centre d'accueil pour réfugiés en Moldavie. Toutes ces initiatives témoignent du fait qu'aux heures les plus sombres du Vendredi saint, les premiers moments de résurrection sont toutefois perceptibles.

« Nous essayons de donner le sentiment qu'ils sont chez eux »

Fundacja Nowy Staw – Europejski Dom Spotkan / Pologne :

Notre fondation possède un centre de vacances et de formation près de Lublin : « Dom Nasutów ». Nous avons rapidement préparé le centre à l'accueil des premiers réfugiés d'Ukraine le 26 février, au troisième jour de l'invasion de la Russie. Tout a commencé par des contacts de nos employés qui ont des amis et des familles en Ukraine. Jusqu'à présent, environ 80 personnes sont passées par notre centre - des femmes, des enfants et

des jeunes. Certains sont restés chez nous une, deux ou trois nuits avant de rejoindre leurs familles ou leurs amis dans différentes régions de Pologne et d'Europe. D'autres sont chez nous depuis le début. Aujourd'hui, le centre accueille 53 personnes, dont 32 enfants de différentes régions d'Ukraine. Nous essayons de faire en sorte que les occupants du centre de Nasutów se sentent chez eux. Outre la satisfaction de leurs besoins essentiels dans la vie, nous essayons d'organiser un large éventail de soutien : juridique, psychologique, spirituel et pédagogique. Nous organisons des activités pour les plus grands et les plus jeunes : des animations, des activités sportives et artistiques, des excursions à Lublin. Nous travaillons également avec un psychologue et un avocat de langue ukrainienne.

Un groupe de bénévoles s'est rapidement joint au personnel de notre fondation pour aider dans différentes activités : préparation de chambres pour les réfugiés, achat d'articles nécessaires (par ex. matelas, accessoires pour les activités artistiques), transport de personnes vers des centres de santé, des églises orthodoxes, organisation de dons. Nous gérons une base de données d'entreprises qui offrent des services gratuits tels que des soins médicaux ou des transports, et nous aidons également à trouver un emploi. Nos voisins peuvent rester à Nasutów grâce au soutien financier et matériel de nombreuses institutions et personnes. Nous remercions tout particulièrement nos amis et organisations partenaires d'EZA. Merci pour tout type de soutien – financier, matériel, amical. Votre soutien est pour nous un geste humain très encourageant, qui nous permet aussi financièrement de poursuivre notre aide. Nous vous remercions pour votre ouverture d'esprit et votre solidarité internationale.

- Aneta Szczykutowicz



YAROSLAV KOVALYSHYN – MEMBRE DU PRÉSIDIUM DE VOST „VOLYA“

Un fonds de collecte de dons pour l'Ukraine

Nell-Breuning-Haus, Allemagne :

Nous aussi, au sein de la Nell-Breuning-Haus, sommes horrifiés et opprimés par la guerre en Ukraine. L'invasion de Poutine en violation du droit international bafoue toutes les valeurs de la démocratie et de la civilisation que nous défendons par notre travail de formation. En tant que membre du Centre européen pour les travailleurs (EZA), nous avons des amis et des connaissances en Ukraine et dans les pays voisins. En collaboration avec ces partenaires, nous essayons d'organiser des offres d'aide adaptées. Nous soutenons notre partenaire « Europejski Dom Spotkan - Fundacja Nowy Staw » de Pologne dans ses actions. Le centre est un partenaire de longue date avec lequel nous venons de lancer un nouveau projet commun Erasmus+. Nous soutenons l'accueil des réfugiés dans le centre de formation de Nasutów par différentes actions de collecte de fonds. Des dons ont déjà pu être versés à deux reprises. Depuis le 20 mars, un euro pour chaque nuit passée à la Nell-Breuning-Haus est versé à un fonds de collecte de dons qui doit nous permettre d'apporter une aide concrète supplémentaire à nos partenaires en Europe de l'Est. Le 1er avril, une conférence de notre partenaire et membre d'EZA « Institutul de Formare Economica si Sociala (IFES) » aura lieu en Roumanie. Une institution amie d'IFES en Moldavie s'occupe des réfugiés d'Ukraine et a fait part d'une « liste de besoins urgents ». Le 29 mars, des collègues du NBH ne se rendront pas simplement en avion à la conférence, mais achemineront des secours en Moldavie avec une camionnette, en compagnie de leurs collègues d'IFES. Enfin, le 30 avril, nous organiserons un temps de recueillement dans la chapelle de notre maison, suivi d'une réception (pour alimenter la collecte de dons). Accompagnés d'une ancienne collègue née en Ukraine, nous inviterons des réfugiés à se recueillir, à manger et à dialoguer avec des invités. Les dons des invités ainsi qu'une partie des dons rassemblés lors de la manifestation du 1er mai à Aix-la-Chapelle seront versés au partenaire ukrainien d'EZA, VOST VOLYA.

- Rainer Rissmayer

« Les gens d'Ukraine sont incroyablement organisés et serviables »

KK NSZZ "Solidarność", Pologne :

Près de 350 réfugiés d'Ukraine sont hébergés dans nos centres de formation de Spała et Jarnołtówek. La grande majorité sont des femmes avec enfants. C'est bien plus que la capacité d'accueil individuel de ces centres. Mais nous nous en sortons. Et, nous avons déjà aidé plus de 500 personnes au total ! Les centres de formation Savoy, Żbik et Miś à Spała accueillent plus de 220 personnes - 106 femmes, 101 enfants et 14 hommes ; le centre Ziemowit à Jarnołtówek (montagnes Opawskie) héberge plus de 115 personnes (environ 60 femmes, 43 enfants, 3 hommes) et quatre chiens. Les chiffres sont instables, car de nombreuses personnes, après avoir reçu des soins, des traitements et s'être reposées, poursuivent leur voyage vers d'autres pays, des amis, de la famille ou d'autres endroits. « La fluctuation est élevée mais nous pouvons maintenant qualifier de constant un groupe qui ne veut aller nulle part et qui attend dans nos centres la possibilité de retourner en Ukraine », explique Karol Wagner, directeur de la société Doms, qui gère les centres de loisirs de Solidarnosc. Au terme d'un voyage traumatisant, ils restent généralement deux à trois jours pour prendre soin d'eux-mêmes, guérir, faire les courses nécessaires et poursuivre ce voyage. Un grand groupe restera toutefois chez nous, bien qu'il souhaite retourner dans son pays le plus rapidement possible, s'il le faut, sous une tente, juste pour commencer à reconstruire son pays, comme il nous l'a confié.

Comme le relate Karol Wagner, une certaine distance était perceptible pendant les deux ou trois premiers jours de leur séjour. Aujourd'hui, les réfugiés sont très surpris par l'ouverture, la générosité et le dévouement des Polonais, en particulier à l'égard des femmes ukrainiennes avec enfants. Non seulement les réfugiés se sentent chez eux chez nous, mais - ce qui nous a encore une fois beaucoup surpris - ils sont incroyablement bien organisés. Ils font eux-mêmes le ménage, organisent des activités récréatives pour les enfants, distribuent des dons, trient, nettoient et s'occupent des tâches ménagères.



DES BÉNÉVOLES ORGANISENT LA DISTRIBUTION DE SECOURS

SOLIDARITÉ ET FOURNITURES DE SECOURS POUR LES RÉFUGIÉS UKRAINIENS



De plus, nos entrepôts sont remplis de matériel de secours sans que nous l'ayons explicitement demandé. « C'est une aide précieuse pour nos employés qui travaillent presque sans relâche avec un engagement et une empathie inébranlable », explique Karol Wagner. Le plus important pour les mères est d'occuper à tout prix leurs enfants. Beaucoup d'enfants plus jeunes, surtout ceux qui n'ont pas vécu les images de la guerre, sont maintenus dans l'idée que ce sont des vacances sans papa. Mais il y a aussi ceux qui ont vu la guerre de leurs propres yeux et qui sont conscients du danger. Ils ont besoin de tout ce qui peut les distraire, au moins pour un moment, de leurs aspirations et de leur peur. - Marek Lewandowski (texte du 14 mars 2022)

Commentaire : La peur de Poutine face à l'idée européenne

La guerre terrible et dévastatrice que Poutine a déclenchée contre l'Ukraine, entraînant d'immenses souffrances humaines et des millions de réfugiés, nous fait réfléchir au sens et à la portée du projet européen. Après la chute du mur de Berlin, les pays d'Europe centrale ont souhaité s'unir en Europe et devenir membres de l'UE.

Depuis des années, ce processus se heurte à l'obsession de Poutine de restaurer l'ancien empire soviétique. L'Europe réunifiée, dont fait partie l'Ukraine, n'est pas tant un problème de sécurité pour la Russie mais elle nourrit des craintes idéologiques : les Russes sont attirés par le projet européen, comme c'est le cas pour tant d'autres pays. En effet, le projet européen, qui a débuté après la Seconde Guerre mondiale en tant que projet de paix, a chaque jour l'ambition de rassembler les personnes et de leur donner des chances d'une vie meilleure. L'Union européenne repose sur un ensemble de valeurs et trois piliers : les droits de l'homme, y compris la liberté d'expression et d'association ; la démocratie, fondée sur des élections libres et équitables ; et l'État de droit, dans lequel il existe une séparation claire entre le parlement, le gouvernement et la justice. C'est précisément là que se creuse le fossé profond entre notre modèle social et celui de Poutine, qui ne respecte aucun de ces piliers. L'Europe est généralement perçue comme une « manière douce » ou un « pouvoir de convaincre » (soft power) qui mise sur l'union et la cohabitation des hommes, des peuples et des cultures, et non sur la puissance militaire. La guerre en Ukraine nous enseigne que nous devons intensifier nos efforts de défense. Notre dépendance du gaz et du pétrole russe doit décroître et prendre fin plus rapidement. - Luc Van den Brande - Président d'EZA

TEMPS AGITÉS AU ROYAUME-UNI

Comment la dérégulation et le Brexit mettent en péril l'existence des organisations de travailleurs



LA TOUR DE BLACKPOOL À L'EXTRÉMITÉ DU FRONT DE MER

En avril 2022, les derniers financements du Fonds social européen au Royaume-Uni prennent fin. Plus de deux ans après le Brexit, les organisations sociales telles que le St. Antony's Centre sont confrontées à de grands défis. Le gouvernement britannique ne semble pas y trouver de réponse adéquate.

Blackpool – Nous sommes fin février 2022 à Blackpool, dans le nord-ouest de l'Angleterre. Des rafales de 120 km/h balayent le front de mer, une promenade qui attire des milliers de touristes en été. Mais à cette époque de l'année, il y a peu de monde. Quelques promeneurs bravent les rigueurs du climat, les restaurants accueillent quelques rares clients. « En été, jusqu'à 18 millions de personnes viennent ici en vacances. On n'en voit pas beaucoup en ce moment », explique Dave Flanagan, « et c'est une illustration de la dépendance de Blackpool et de ses emplois du tourisme saisonnier ». Dave Flanagan travaille dans une rue située

à seulement 200 mètres de la promenade en front de mer et le contraste avec la promenade, ses stands de divertissement, ses montagnes russes et ses quais est saisissant car dans cette rue où Dave dirige le St. Antony's Centre à Blackpool, la pauvreté règne. Les maisons tombent en ruine, les magasins ferment, la prostitution et la drogue sont monnaie courante. « À Blackpool, 30 pour cent des enfants vivent dans la pauvreté. Ce sont les chiffres officiels du gouvernement britannique. Ici, dans cette rue, c'est même plus de 50 pour cent », dit Dave. « Dans presque tous les classements des régions défavorisées, Blackpool arrive en tête. »

TEXTE: Lukas Fleischmann

PHOTOS: Lukas Fleischmann

L'équipe du St. Antony's Centre, dont le siège est à Manchester, veut changer cette situation. Ce n'est que depuis peu qu'elle exploite cette antenne du centre dans la ville côtière de la mer d'Irlande. Le rez-de-chaussée du petit immeuble est encore en chantier. Des ouvriers et des artisans travaillent à l'aménagement de salles de conférence et d'espaces de rencontre. Au premier étage, en revanche, tout est déjà prêt. « Nous avons commencé un projet similaire il y a plus de dix ans à Accrington. Comme presque toutes les villes du Lancashire, Accrington souffre du changement structurel. Nous y avons vu à quel point il est important pour une organisation d'être présente au sein de la communauté. À Accrington, cela a bien fonctionné – jusqu'à aujourd'hui. Et c'est ainsi que nous avons commencé à travailler ici, à Blackpool », explique Dave, qui vit avec sa famille dans la ville. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les collectivités locales ou d'autres organisations d'aide et propose des conseils, un accompagnement pour les démarches administratives et des activités de médiation.

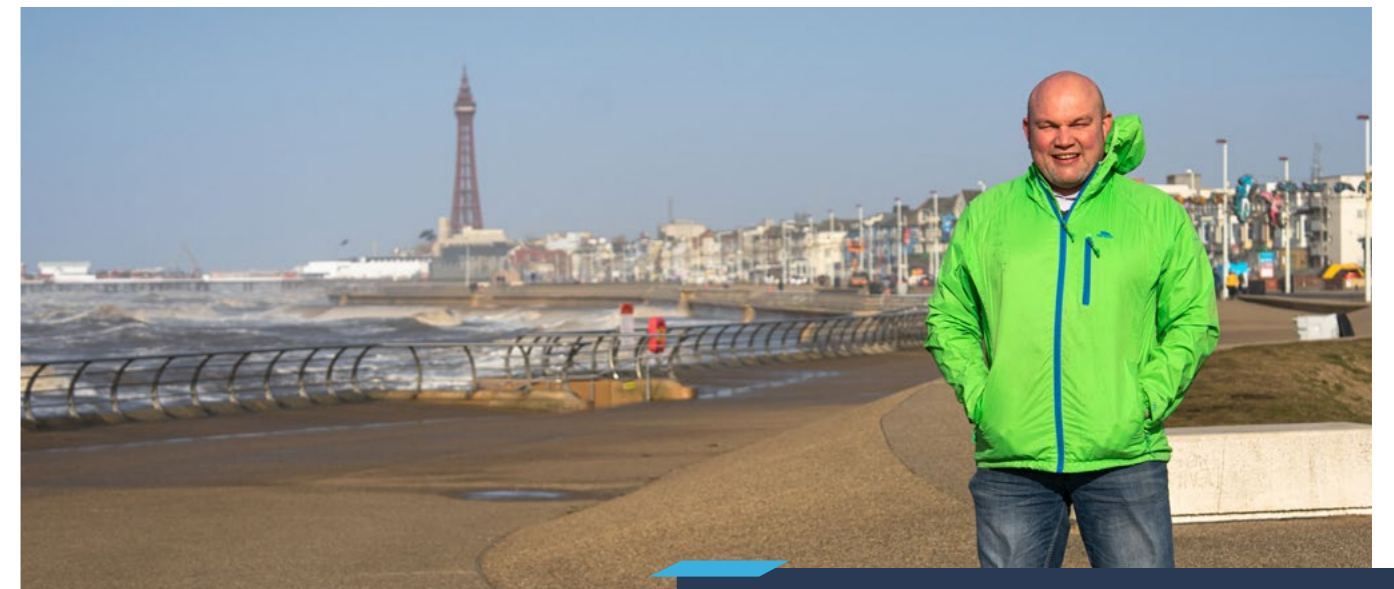
Les subventions disparaissent

Le déclin d'Accrington ou de Blackpool est symptomatique d'évolutions qui touchent toute l'Angleterre depuis des décennies et qui sont encore plus visibles depuis le Brexit. Avec la disparition progressive de l'industrie dans le nord-ouest de l'Angleterre, c'est aussi l'ancienne richesse de cette région et ses emplois qui disparaissent. La tour de Blackpool, surnommée la tour Eiffel de l'Angleterre, haute de près de 160 mètres, montre à quel point Blackpool a été riche. Les industriels, mais aussi les ouvriers et les ouvrières, ont été attirés par la ville aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Les nombreuses villas victorienes et les hôtels-palais témoignent encore de cette époque de prospérité. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux tombent en ruine. Le tourisme existe toujours mais il a changé et, avec lui, l'image de la ville :

de station balnéaire victorienne, elle est devenue une destination d'un jour pour les buveurs de la région du Grand Manchester et de Liverpool. Les emplois de qualité dans le tourisme sont devenus des emplois saisonniers précaires. Afin de promouvoir un tourisme durable et donc des emplois durables, près de 14 millions de livres du Fonds européen de développement régional (FEDER) ont été investis en 2010 dans l'achat par la municipalité, pour un montant de 40 millions de livres, des monuments touristiques emblématiques que sont la tour de Blackpool, les Winter Gardens (Jardins d'hiver) et le Golden Mile Centre. Le même fonds a également contribué à hauteur de 3 millions de livres à l'extension des installations de protection du littoral. Près de 700 000 livres ont été consacrées à la construction du tramway. Le travail du St. Antony's Centre a été financé, entre autres, par le Fonds social européen. Depuis le Brexit, ces subventions appartiennent au passé et avec elles, une partie de l'espoir de pouvoir renouer avec les temps anciens. « Il ne semble pas que le gouvernement britannique puisse conceptualiser une compensation de ce que l'UE a fait ici », dit Dave, « et nous aussi devons voir comment nous pourrions nous financer à l'avenir. »

De la valeur des travailleurs et des travailleuses

À environ 80 kilomètres au sud de Blackpool se trouve Manchester, l'un des berceaux de la révolution industrielle et donc la ville qui a vu naître les travailleurs et travailleuses modernes. Kevin Flanagan, le père de Dave, est assis dans son bureau au deuxième étage du St. Antony's Centre, en plein centre de Trafford Park. C'est la région qui a valu à la ville le titre de Cottonopolis. C'est ici que le premier complexe industriel planifié au monde a vu le jour à la fin du 19^{ème} siècle. « Manchester n'avait pas d'accès à la mer », explique



DAVE FLANAGAN SUR LA PROMENADE EN FRONT DE MER



IMPRESSIONS DE MAISONS DÉLABRÉES À BLACKPOOL

Kevin, « et c'est là qu'a été construit le canal reliant la mer d'Irlande à la ville. La ville s'est enrichie grâce au traitement du coton et à l'industrie lourde. Aujourd'hui encore, il reste de nombreux employeurs à Trafford Park, même si l'époque radieuse est révolue. » C'est au milieu de cet immense terrain, où se trouvent encore plusieurs bâtiments en briques datant du début de l'ère industrielle, que Kevin a fondé le centre il y a une quarantaine d'années. Inspiré par des prêtres ouvriers catholiques qui, dans les années 60 et 70, soutenaient les travailleurs et travailleuses de Manchester en s'appuyant sur la doctrine sociale catholique et inspiré par son travail syndical, Kevin a voulu créer une institution qui ne se contente pas d'éduquer les travailleurs, mais qui leur donne aussi les moyens d'agir.

Suivant les directives de l'enseignement social catholique, lui et son équipe travaillent dans l'ancienne école de Trafford Park et proposent une formation agréée et certifiée, axée sur l'anglais, les mathématiques et l'informatique. Une comparaison avec le centre-ville montre à quel point les sphères d'influence se sont déplacées à Manchester : de nombreux gratte-ciel témoignent de nouveaux investissements dans le secteur financier et des services. Par ailleurs, la ville regorge d'universités privées et publiques qui attirent des étudiants à fort pouvoir d'achat du monde entier. Certaines résidences situées dans des tours de bureaux exclusives sont réservées aux étudiants chinois. La plupart des tours n'ont pas plus de dix ans.

La dérégulation de l'économie

Les travailleurs et les travailleuses classiques des bâtiments en briques de Trafford Park semblent être devenus un vestige du passé. « Depuis l'époque de Maggie Thatcher, nous assistons à un recul constant de l'appréciation des travailleurs et surtout des syndicats », explique Kevin Flanagan. « Ce mantra du libre marché et de la dérégulation est toujours aussi fort ici. Et cela a bien sûr de graves conséquences pour les gens sur place. La grande industrie a disparu. Là où il y avait encore quelques entreprises employant plusieurs milliers de personnes, il reste actuellement quelques petites entreprises employant peut-être 30 à 50 personnes. »

Une évolution similaire peut être constatée en ce qui concerne le nombre d'adhérents aux syndicats. « Dans les années 70, à la grande époque des syndicats, 70 à 80 pour cent des travailleurs faisaient partie d'un syndicat », dit Kevin, qui est lui-même président d'une section du syndicat GMB, « aujourd'hui, nous sommes bien contents lorsque nous parvenons à encore disposer d'un ou de deux représentants dans une entreprise. »

Ce que cela signifie pour les travailleurs est visible deux rues plus loin : les employés d'une entreprise de logistique sont en grève depuis douze semaines. Ils réclament une augmentation de salaire de 5 pour cent. Avec des palettes en bois, ils ont construit des tentes qu'ils ont recouvertes de bâches pour se protéger des vents forts et de la pluie. Les hommes patientent au bord de la route à quatre voies de circulation en buvant du thé, tandis qu'un brasero artisanal leur apporte un peu de chaleur. Kevin rend régulièrement visite aux grévistes. Ils le connaissent et l'apprécient. L'atmosphère est amicale et bienveillante. « Ils sont certes d'un autre syndicat, mais en ces temps, à plus forte raison, nous devons nous serrer les coudes, au-delà des frontières », dit Kevin. Alors que l'argent et les ressources des grévistes se font rares, l'employeur joue avec le temps. « L'employeur a proposé 2 pour cent d'augmentation, qu'ont rejeté les grévistes et maintenant, les 2 pour cent sont également passés à la trappe », dit Kevin. « Nous constatons simplement que notre pouvoir en tant que syndicat dépend aussi du nombre de membres que nous avons.

Et je pense que c'est la question centrale des syndicats à l'avenir : comment trouver plus de membres dans des entreprises plus petites et avec une flexibilisation croissante du travail ? » Certains développements montrent l'importance d'un nouveau renforcement des syndicats. Le gouvernement britannique a réduit le nombre d'inspecteurs du travail. Le salaire minimum, qui existe certes au Royaume-Uni, n'est guère contrôlé. Et, enfin, l'accès aux tribunaux du travail a été assorti d'un délai. Une plainte qui n'est pas déposée dans les trois mois n'a pratiquement aucune chance d'être traitée. « Nous avons un certain niveau de protection grâce à notre appartenance à l'UE. Depuis le Brexit, nous voyons que les droits des travailleurs s'étiolent, petit bout par petit bout », explique Kevin.

L'avenir est incertain

Pour lutter contre ces tendances, les syndicats et les organisations de travailleurs en Angleterre ont misé sur la formation des travailleurs et travailleuses qui leur permet non seulement d'être plus qualifié-e-s pour les activités, mais aussi de gagner en confiance en soi lorsqu'il s'agit de faire valoir leurs droits. Les syndicats soutiennent des institutions telles que le St. Antony's Centre dans cette tâche. Quoi qu'il en soit, les subventions de l'État demeurent un pilier important du financement. Paul Callaghan s'occupe des finances et des subventions du St. Antony's Centre depuis quinze ans. Concernant le UK Shared Prosperity Fund, il déclare : « Cette fois, notre plus grande crainte est que les subventions dites de suivi, une fois terminés les financements du FSE, prennent trop de temps et que nous n'y soyons pas directement éligibles. Il semble en effet que seuls les sous-traitants puissent y prétendre. Par ailleurs, les aides à la personne ne sont prévues qu'à partir de la troisième année de financement. Les deux premières années devraient être consacrées à l'infrastructure, aux bâtiments et aux investissements en capital. La question est de savoir si, la troisième année, il y aura encore des travailleurs capables d'utiliser et de gérer les bâtiments

L'erreur du Brexit

et les infrastructures. »
Même au terme de ces trois années, les perspectives sont incertaines. Car les études actuelles ne renvoient pas une bonne image de l'état et du développement de l'économie au Royaume-Uni. Selon les derniers résultats de la société d'audit KPMG, c'est surtout la pandémie couplée au Brexit qui a eu un effet dévastateur sur l'économie du pays. Plus de la moitié des entreprises britanniques ont dû faire face à d'importantes pertes de chiffre d'affaires depuis 2020, qui étaient relativement élevées et inégales, même pendant la pandémie. En 2020, la récession au Royaume Uni a ainsi atteint les 10 % contre 6, 3% dans l'UE. « Je pense que les gens commencent lentement à comprendre que depuis le Brexit, nous ne connaissons que des inconvénients et ce constat ne s'applique pas seulement à notre travail ici, à St. Antony's Centre », dit Paul Callaghan. « Je crois que nous reviendrons un jour. D'ici là, nous cherchons des possibilités et des moyens de maintenir le centre. Jusqu'à présent, nous avons toujours trouvé ; alors, cette fois encore, je suis optimiste. »



KEVIN FLANAGAN DANS SON BUREAU À TRAFFORD PARK

NOUVEAU : Cet article fait également l'objet d'un épisode en anglais de « We Work Europe », le nouveau podcast d'EZA. « We Work Europe » est disponible partout où il y a des podcasts ou sur : www.weworkeurope.eu. Vous pouvez également scanner le code QR. scan this QR code.

WeWorkEurope



LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

REVENDICATIONS, ESPOIRS ET CONTRIBUTION DU RÉSEAU EZA

Jusqu'au 9 mai 2022, les citoyen·ne·s européen·ne·s peuvent participer à la Conférence sur l'avenir de l'Europe. À ce jour, 17 000 idées ont été reçues, qui seront présentées dans un rapport final à la présidente du Parlement européen, au président du Conseil de l'UE et à la présidente de la Commission européenne, agissant en qualité de présidence conjointe. L'EZA participe également au projet depuis 2021 et a élaboré un large cahier de revendications.

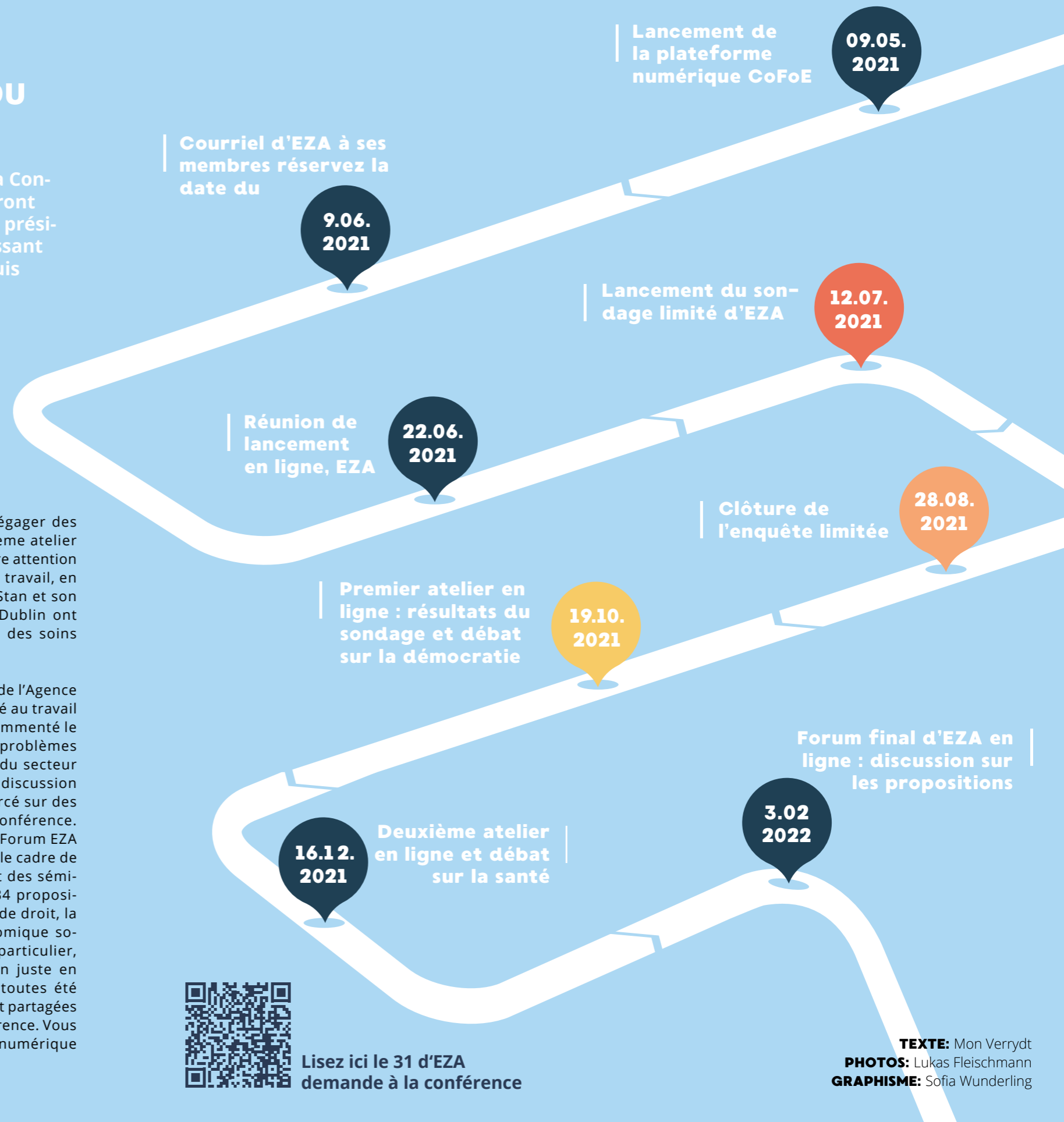
La contribution d'EZA

Commentaire de Mon Verrydt, responsable du Bureau d'EZA à Bruxelles

« Dès le moment où l'Union européenne a adopté l'initiative de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (Conference on the Future of Europe - CoFoE), dont elle a fort besoin, EZA s'est montré très intéressé et enthousiaste à l'idée d'y participer. Notre président Luc Van den Brande a donc appelé l'EZA et ses organisations membres à contribuer activement à la Conférence. Le lancement de la plateforme numérique CoFoE a eu lieu le 9 mai 2021. Environ un mois plus tard, nous avons organisé une réunion de lancement en ligne s'adressant à nos membres, les informant de la plateforme et des initiatives qu'ils pouvaient engager, et comment nous, en tant qu'EZA, voulions procéder pour globaliser notre contribution. Nous avons réalisé une enquête auprès de nos organisations membres dont les résultats ont été connus à la fin du mois d'août 2021. Sur la base de ces résultats, nous avons organisé deux ateliers. Le 19 octobre, le premier atelier portait sur la démocratie et l'état de droit. Le professeur Leonce Bekemans nous a donné un aperçu très clair de la législation européenne existante et de son évolution. Hannah Werner, chercheuse à l'Université Catholique de Leuven (KUL), a expliqué très précisément ses conclusions sur la démocratie participative comme complément de la démocratie représentative. Cette présentation a été suivie d'un

débat avec les participant·e·s afin de dégager des propositions pour l'avenir. Lors du deuxième atelier du 16 décembre, nous avons concentré notre attention sur le thème de la santé, en général, et au travail, en particulier. Le professeur adjoint Sabina Stan et son collègue Roland Erne de l'Université de Dublin ont partagé leurs conclusions sur l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne.

Lorenzo Munar, responsable du projet de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OHSA) sur les soins de santé, a commenté le dernier rapport de son institution sur les problèmes de santé des travailleurs et travailleuses du secteur de la santé. S'est ensuite enclenchée une discussion avec nos membres et un travail s'est amorcé sur des propositions concrètes à soumettre à la Conférence. Le 3 février 2022, nous avons organisé un Forum EZA où toutes les propositions recueillies dans le cadre de notre enquête limitée, lors des ateliers et des séminaires, ont été développées et affinées. 34 propositions sur les valeurs, la démocratie, l'état de droit, la justice sociale, le nouveau modèle économique social, la santé en général et au travail en particulier, le changement climatique et la transition juste en ont été dégagées. Ces propositions ont toutes été téléchargées sur la plateforme numérique et partagées avec d'autres parties prenantes de la Conférence. Vous pouvez également en découvrir la version numérique sur www.eza.org



Lisez ici le 31 d'EZA demande à la conférence

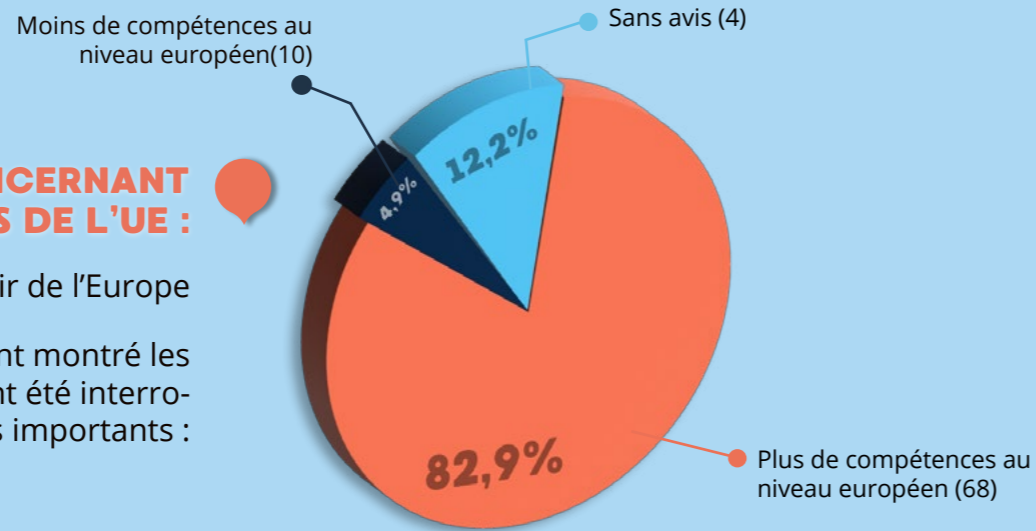
TEXTE: Mon Verrydt
PHOTOS: Lukas Fleischmann
GRAPHISME: Sofia Wunderling

CERTAINS RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE :

PRÉFÉRENCES CONCERNANT LES COMPÉTENCES DE L'UE :

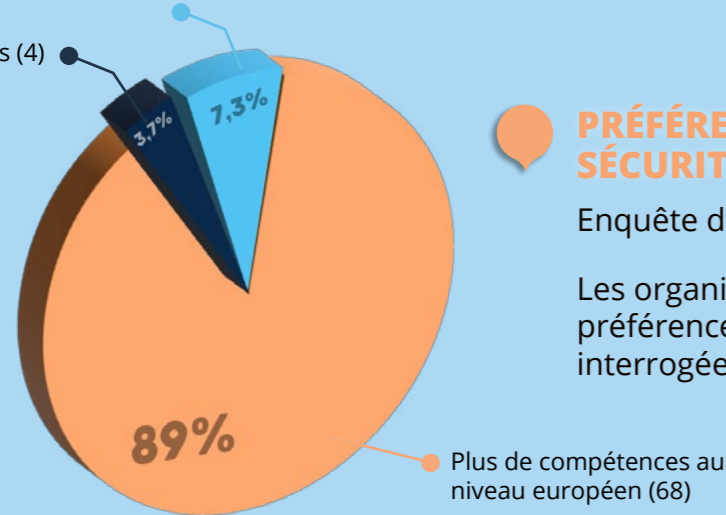
Enquête d'EZA 2021 sur l'avenir de l'Europe

Les organisations membres d'EZA ont montré les préférences suivantes lorsqu'elles ont été interrogées sur les trois sujets les plus importants :



Moins de compétences au niveau européen (10)

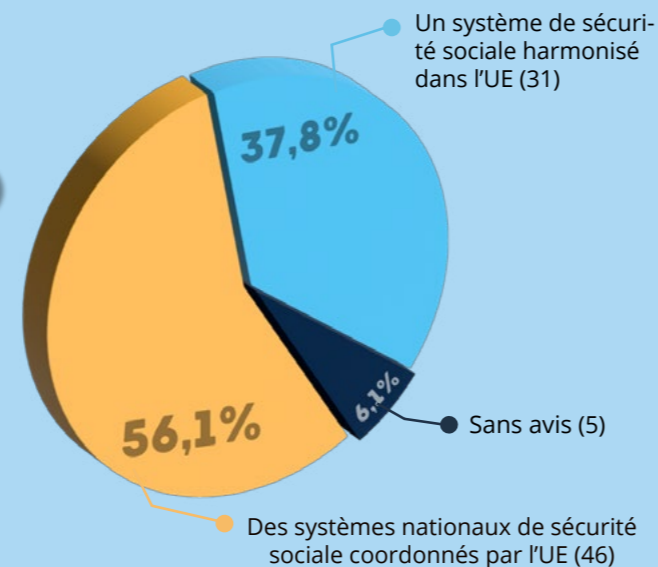
Sans avis (4)



PRÉFÉRENCES CONCERNANT LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS L'UE :

Enquête d'EZA 2021 sur l'avenir de l'Europe

Les organisations d'EZA ont montré les préférences suivantes lorsqu'elles ont été interrogées sur les mesures climatiques :



ENQUÊTE EZA 2021 SUR LA L'AVENIR DE L'EUROPE :

Enquête d'EZA 2021 sur l'avenir de l'Europe

Préférences concernant la sécurité sociale dans l'UE :

LUC VAN DEN BRANDE, PRÉSIDENT D'EZA



« Comme souvent, les grandes attentes engendrent de grandes frustrations. C'est ce que nous devons éviter à tout prix. Les inquiétudes concernant le résultat sont déjà perceptibles. Mais je pense que l'optimisme est un devoir moral. Je crois que nous devons faire pression sur la présidence de la Conférence pour qu'elle ne gaspille pas cette opportunité. La demande qu'EZA adresse à la Conférence est de fournir des résultats clairs et durables pour la génération future en Europe. Vous ne pouvez pas encourager les gens à s'impliquer dans un tel format et leur dire tout simplement « merci beaucoup pour votre contribution ». Le résultat doit être tangible pour tous ceux qui ont participé. La contribution d'EZA à la Conférence se résume et se décline en 34 revendications que nous avons publiées sur notre site internet. Nous sommes favorables à une approche ascendante sans aucun tabou, même si cela conduit à des changements dans les traités de l'UE. Mais pour y parvenir, nous voulons que l'UE commence par les possibilités offertes par les traités actuels et elles sont nombreuses en matière de dialogue social ou de participation des citoyens. À mon avis, c'est là le véritable problème. J'ai récemment entendu certaines personnes dire que l'UE avait besoin de plus d'années pour préparer et planifier les prochaines étapes. C'est une mauvaise approche. Nous devons commencer dès maintenant si l'UE ne veut pas perdre sa crédibilité. »

« En ce moment, l'Europe est à la croisée des chemins. Elle est confrontée à plusieurs crises significatives. La Conférence sur l'avenir de l'Europe doit se tourner vers l'avenir, ce vers quoi l'UE s'achemine et dresser le constat des éléments des traités européens à améliorer. Du point de vue de la CES, nous devons saisir cette occasion pour placer l'Europe sociale au centre de la discussion. La Conférence ne doit pas être un simple forum de discussion. Elle doit apporter des réponses aux principaux défis auxquels sont confrontés les travailleurs et les citoyens aujourd'hui en Europe. La CES y a soumis 15 propositions sur différentes questions. Par exemple, nous voulons établir un protocole de progrès social dans les traités pour s'assurer qu'en cas de conflit, les droits sociaux priment sur la liberté économique. C'est une nécessité absolue qui n'était pas rencontrée jusqu'à présent. Par ailleurs, nous voulons que la Conférence aboutisse à un nouveau contrat social de l'Europe. De bonnes conditions de travail, justes et décentes, doivent être au cœur des discussions. Pour réaliser ces ambitions, nous devons également veiller à l'amélioration des processus de prise de décision. Dans une série de domaines clés, le vote à la majorité qualifiée doit prendre le pas sur l'unanimité, notamment, par exemple, sur des questions de fiscalité des entreprises ou de fiscalité environnementale. En outre, le rôle du Parlement européen doit être renforcé au niveau européen. Mais ce faisant, nous devons également renforcer le rôle des partenaires sociaux en tant qu'élément clé de la participation et de l'élaboration des politiques. »



LORENZO REPETTI, CONSEILLER DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (CES)

LE SYSTÈME AMAZON

Comment le géant mondial devient une menace pour la démocratie



CENTRE LOGISTIQUE AMAZON ALLEMAGNE À BAD HERSFELD

TEXTE: Ralph Würschinger
PHOTOS: iStock / Lukas Fleischmann

Le géant de la vente en ligne Amazon méprise systématiquement les droits des travailleurs et des travailleuses, ou les syndicats. Un tel mépris implique non seulement l'exploitation des travailleurs, mais aussi une menace pour les valeurs démocratiques de l'Europe. Les politiques sont toujours en quête d'une réponse.

Bruelles – le 27 mai 2021 : le Parlement européen organise une audition concernant le modèle économique contestable d'Amazon. De graves accusations sont portées : violations du droit du travail européen, des lois sur les données et la protection des données. Sont notamment entendus un représentant du syndicat ver.di, un représentant du dialogue social, un professeur de droit du travail et d'autres « plaignants ». L'accusé, Amazon, est également invité mais ne participe pas à l'audition, l'entreprise ayant annoncé qu'elle répondrait par écrit aux questions qui lui seraient posées. Dans ses commentaires, un eurodéputé qualifie ensuite la réunion d'« actes d'arrogance inconcevable » et de « mépris des institutions démocratiques ». « Pas surprenant », estime Jake Alimahomed-Wilson. « Cela correspond à l'agenda de l'entreprise. Elle a un piètre bilan en matière de responsabilité sociale et politique. Elle fait ce qu'elle veut, sans la moindre conséquence pour elle ». Jake Alimahomed-Wilson est professeur de sociologie à l'université de Californie, Long Beach, et co-auteur du livre « The Cost of Free Shipping - Amazon in the Global Economy ».

Sur près de 300 pages, lui et son équipe montrent l'ascension d'Amazon, les méthodes utilisées par l'entreprise et la lutte que les communautés locales et les travailleurs mènent contre Amazon dans le monde entier. Amazon ne cesse de croître, de conquérir de nouveaux marchés – certains sont littéralement dans les étoiles, comme le tourisme spatial, d'autres sont déjà une réalité, comme les services cloud pour le secteur public. Dans ce domaine, la part de marché d'Amazon est de 50 %. Mais le pilier de l'entreprise américaine reste la vente au détail en ligne et l'expédition de marchandises. Son succès repose sur l'optimisation des flux de travail individuels et la réduction des coûts. Les méthodes sont douteuses. Amazon utiliserait des systèmes de vidéosurveillance et de surveillance électronique pour contrôler

ses travailleurs et travailleuses, en comptant le nombre d'articles traités au cours d'une période donnée, afin de suivre leurs performances individuelles et de s'assurer qu'ils soient constamment sur le qui-vive. Ces allégations ont été mises sur table lors de l'audition au Parlement européen le 27 mai mais sont demeurées sans réaction de la part de l'entreprise.

Des travailleurs et travailleuses signalé·e·s par des badges

Déshumanisantes, c'est ainsi que Norbert Faltin qualifie les pratiques chez Amazon. Il a travaillé pour l'entreprise à Bad Hersfeld et Coblenz pendant onze ans, dont sept au comité d'entreprise. Il parle de son expérience au sein de l'entreprise mondiale lors d'un séminaire intitulé « Le système Amazon », organisé début 2022 par le centre membre d'EZA, Nell-Breuning-Haus. Chaque jour, lui et tous les autres membres du personnel devaient porter un badge de couleur pour indiquer leur statut dans l'entreprise. Le directeur général occupe la position la plus élevée et porte un badge noir avec un liseré doré. Les autres, que Faltin appelle « travailleuses et travailleurs normaux », portent un badge orange ou bleu. Ils représentent environ 80 % de la main-d'œuvre et comprennent ceux qui réceptionnent les marchandises, ceux qui les mettent en rayon et les préparateurs de commandes qui récupèrent les marchandises en rayon et les remettent aux conditionneurs. Les conditionneurs trient les colis et les placent dans les camions de livraison appropriés. L'incertitude est le facteur déterminant de l'emploi de ces travailleuses et travailleurs « normaux ». Celui ou celle qui s'absente pour cause de maladie pendant la période d'essai ne sera ensuite généralement plus embauché·e, explique l'ancien délégué syndical. En Allemagne, 40 % du personnel ont un contrat à durée déterminée.



NORBERT FALTIN



FOURNISSEUR AMAZON

Un problème mondial

Alimahomed-Wilson fait également état de conditions similaires aux États-Unis. Pour son livre, il a réalisé de nombreux entretiens d'employé·e·s d'Amazon. En moyenne, ils travaillent dix heures par jour, avec peu de pauses et des cadences élevées. L'année dernière, un membre du Congrès du Wisconsin avait dénoncé sur Twitter le fait que les employé·e·s d'Amazon devaient uriner dans des bouteilles en plastique. Le service de presse d'Amazon avait d'abord démenti, puis s'était rétracté et avait donné raison à cet homme. Le problème sera réglé. Selon un sondage britannique réalisé en 2020, seuls 25 % environ des plus de 1 000 personnes interrogées estiment être traitées de manière équitable chez Amazon. 80 % estiment qu'Amazon devrait davantage répondre aux préoccupations du personnel en matière de sécurité et de charge de travail. L'enquête a été menée par l'agence Survation au nom de Progressive International. La réalité est que le taux de blessures est nettement plus élevé que dans les entreprises du même secteur, soit 80 % de plus. C'est ce qu'a constaté le Strategic Organization Center (SOC), une coalition de syndicats américains.

En 2021, Amazon a reconnu vouloir investir davantage d'argent dans la sécurité au travail à l'avenir. La même année, le groupe a fait les gros titres lorsqu'en décembre, une tornade a détruit une grande partie d'un grand entrepôt à Edwardsville, Illinois. Six personnes ont perdu la vie et 40 employé·e·s ont pu se mettre à l'abri. La question de l'importance accordée par l'entreprise à la sécurité de son personnel a été soulevée lorsque la direction et les contremaîtres ont parcouru les allées de l'immense entrepôt et ont alerté le personnel par mégaphone, en l'absence d'un système d'interphone central. La tornade n'a duré que quelques minutes et a été annoncée à temps par les autorités locales. En théorie, l'ensemble du personnel aurait dû avoir suffisamment de temps pour se mettre en sécurité. Peut-être n'avaient-ils pas le droit de s'absenter aussi longtemps de leur travail ? L'agence de presse Bloomberg avait reçu un échange de

SMS entre une conductrice de livraison et son supérieur. La conductrice a demandé à plusieurs reprises la permission de se mettre en sécurité après que les autorités locales aient donné l'alerte de la tornade. Le supérieur lui a répondu qu'aucune annonce d'arrêt de travail n'avait été émise par Amazon et a même menacé de la licencier. La permission a finalement été accordée par Amazon, mais la conductrice a toutefois dû chercher elle-même un lieu sûr. Un porte-parole d'Amazon a déclaré que le supérieur était employé par un sous-traitant et qu'il avait entre-temps dû rendre des comptes. Amazon affirme avoir offert un soutien aux travailleurs et à leurs familles et versé un million de dollars à une fondation locale. L'administration fédérale de la santé et de la sécurité au travail (OSHA) enquête actuellement sur l'incident survenu dans l'Illinois. L'entreprise a également fait l'objet de critiques concernant sa gestion de la COVID-19 et a dû payer des amendes pour non-respect de la réglementation. Le personnel n'a pas été suffisamment informé des symptômes à surveiller, des distances à respecter et de la manière de désinfecter correctement le lieu de travail. L'entreprise n'a pas non plus fourni suffisamment de masques.

Le prix de la livraison gratuite

« Amazon, c'est la promesse de marchandises livrées confortablement à domicile, non pas au bout d'une semaine, mais le jour même », estime Ellen Reese. Avec Jake Alimahomed-Wilson, elle est également co-auteur du livre « The Cost of Free Shipping » et professeure de sociologie. Elle affirme qu'Amazon est responsable de la manière dont nous concevons les marchandises et le travail. Des milliers d'articles ne sont qu'à un clic et parfois à quelques heures de leur destination, sur le pas de la porte. Elle parle du capitalisme d'Amazon, un type de capitalisme qui mise sur la technologie, comme l'automatisation et la surveillance – tant du personnel que de la clientèle.

Amazon utilise des données pour faire des suggestions de produits à l'aide de logarithmes. Très axé sur la clientèle, Amazon propose des livraisons gratuites, mais néglige le bien-être de ses employé·e·s. Ainsi, Amazon fait souvent appel à des entreprises de sous-traitance. Elle engage des travailleurs et travailleuses intérimaires, leur fournit des uniformes et des véhicules de livraison. Certain·e·s utilisent également leurs propres véhicules pour livrer les colis. Ils et elles ne sont en aucun cas considéré·e·s comme du personnel permanent d'Amazon couvert par la sécurité sociale. C'est plus avantageux pour l'entreprise et cela permet de se dégager de sa propre responsabilité. Les dommages causés aux voitures privées ne sont alors plus le problème de l'entreprise. Le recours à un grand nombre d'entreprises de sous-traitance rend également difficile la création de syndicats, explique Jake Alimahomed-Wilson. Selon lui, Amazon a complètement bouleversé le secteur de la livraison avec cette politique. Pour des entreprises américaines comme FedEx et UPS, les syndicats étaient jusqu'à présent la norme. Amazon réduit délibérément le champ d'action de travailleurs et travailleuses et disperse les mouvements d'association, et pas seulement aux États-Unis. La situation est similaire dans l'UE. Les syndicats ne sont pas impliqués dans les processus de décision. Au lieu d'accepter les syndicats dans l'environnement de l'entreprise, Amazon attire l'attention sur l'autorisation de fonctionnement d'un comité d'entreprise. Cependant, l'entreprise limite systématiquement les pouvoirs du comité d'entreprise et veille à ce que les délégués syndicaux soient occupés par des permanences afin de les empêcher de faire leur travail syndical. Dans certains cas, Amazon passe même outre leurs pouvoirs.

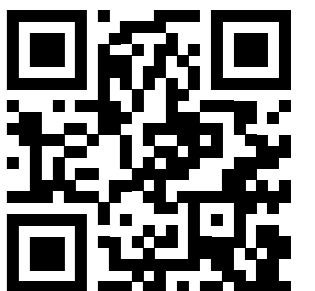
Norbert Faltin se souvient d'une situation où le syndicat allemand du service public ver.di avait appelé à la grève. Le lendemain matin, la direction locale de l'un des sites allemands d'Amazon a fait venir deux bus remplis de travailleurs et travailleuses intérimaires. Selon M. Faltin, il était illégal de le faire sans l'accord du comité d'entreprise, et le comité d'entreprise l'a rejeté dès le départ. Lorsque les intérimaires sont descendus des bus, Faltin a appelé la police. L'incident lui a vraiment révélé jusqu'où l'entreprise Amazon était prête à aller, dit l'ancien membre du comité d'entreprise de Rhénanie-Palatinat. Bon nombre d'employé·e·s sont mé-

content·e·s de leur situation. Ils et elles s'organisent dans le monde entier, appellent à la grève, veulent améliorer leurs conditions de travail et exigent d'être payé·e·s en application des normes déterminées dans les conventions collectives. « Les négociations collectives représentent bien plus qu'une simple relation entre travailleurs et employeurs. Elles sont le symbole d'un lien direct avec la démocratie dans l'économie. Si ce lien est menacé, nous avons un problème », estime Jake Alimahomed-Wilson. La réaction des travailleurs et travailleuses montre qu'aucune négociation collective n'a eu lieu jusqu'à présent. « Nous voyons que de plus en plus de personnes s'organisent », dit Ellen Reese. Des voix s'élèvent également en dehors de l'entreprise. L'audition de mai 2021 montre que l'UE est en principe intéressée à échanger avec Amazon. « Et elle devrait le faire », estime Jake Alimahomed-Wilson. « Ce comportement d'Amazon n'érode pas seulement lentement l'économie européenne, mais aussi la société. C'est une attaque contre le bien-être collectif ». Il propose donc la création d'une commission mondiale où travailleurs et communautés concernées pourraient dénoncer et documenter les abus.

En conséquence, l'UE devrait se pencher sérieusement sur la question et rechercher le dialogue avec Amazon. Jusqu'à présent, l'entreprise s'est refusée à ce dialogue. Pourtant, le dialogue social est l'un des piliers de l'économie européenne qui réunit le patronat, le personnel et les partenaires sociaux pour configurer ensemble des solutions. La suggestion donne à Norbert Faltin peu de raisons d'espérer. Amazon est entre-temps devenu trop puissant, et ce qui s'applique à une entreprise de ce calibre s'appliquerait alors également aux autres grands acteurs. « Google, Apple, Facebook, Amazon : nous parlons de milliards de chiffre d'affaires et de milliards d'abattements fiscaux. En Europe, nous avons un droit de veto, et tant que le Luxembourg en bénéficie et que les Pays-Bas et l'Irlande l'utilisent, il n'y aura pas de modification du droit fiscal européen. » Mais si Amazon rejoignait le dialogue social, l'entreprise commencerait enfin à prendre ses responsabilités, estime Jake Alimahomed-Wilson. Sa responsabilité serait plus engagée et la situation des travailleurs pourrait s'améliorer. Tant que le politique n'interviendra pas, les travailleurs et travailleuses seront plus que jamais appelés à faire preuve de solidarité et à s'organiser.

NOUVEAU : Cet article a été réalisé à partir des ressources du séminaire « **Le système Amazon** », organisé en février 2022 par le centre Nell-Breuning Haus à Stuttgart. Cette question est également traitée dans l'un des podcasts de « **We Work Europe** ». podcasts.

WeWorkEurope



« L'ÉTAT-PROVIDENCE EST PLUS IMPORTANT QUE JAMAIS »

Jozef Pacolet sur l'avenir de la protection sociale et de l'État-providence



JOZEF (JEF) PACOLET – PROFESSEUR ÉMÉRITE D'ÉCONOMIE AU CENTRE HIVA DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Depuis novembre 2021, Jozef (Jef) Pacolet fait partie du groupe d'experts de la Commission européenne sur l'avenir de l'État-providence et de ses mécanismes de protection sociale. Le groupe est composé de douze personnes qui ont été nommées par Nicolas Schmit, commissaire à l'emploi et aux droits sociaux. Malgré la crise, Jef Pacolet envisage l'avenir avec optimisme.

INTERVIEW: Lukas Fleischmann
PHOTOS: Rob Stevens KU Leuven

EZA : Jef, selon vous, quelle est la plus grande réalisation de l'UE ?

Jef Pacolet : La démocratie, en fin de compte, si vous demandez vraiment quelle est la plus grande réalisation. Assurer la paix et la démocratie, et l'élargir à un nombre croissant de populations. Si vous réalisez des progrès dans l'UE, vous les réalisez pour plus de 440 millions de personnes.

EZA : En 2021, vous avez été nommé membre d'un groupe d'experts dans le but de trouver des stratégies qui permettent de faire face aux soi-disant mégatendances dans l'UE. Quel est l'objectif de ce groupe d'experts ?

Jef Pacolet : Notre objectif est de réaliser des progrès et d'élargir la dimension sociale de l'UE. Mais au-delà, nous voulons trouver des stratégies pour garantir davantage une croissance économique durable, au sens de la durabilité telle qu'envisagée dans le Pacte vert.

EZA : Comment est constitué ce groupe ?

Jef Pacolet : La présidente en est Anna Diamantopoulou, ancienne commissaire aux affaires sociales de la Commission européenne. Douze experts, ayant une formation juridique, économique ou sociale, l'accompagnent. Le groupe compte aussi des analystes politiques et des démographes. Ce qui est remarquable, c'est que nous venons tous de pays et de professions différents et qu'au sein de ce petit groupe même, il existe déjà une énorme différence dans la manière d'évaluer les mêmes chiffres et les mêmes tendances.

EZA : Comment menez-vous votre travail dans ce groupe ?

Jef Pacolet : Eh bien, nous faisons exactement la même chose que ce qu'EZA a fait pendant toutes ces années, à savoir échanger des expériences entre les participants de différents pays au niveau européen. Nous nous rencontrons à plusieurs reprises, des personnes de différents horizons avec la même motivation. Elles échangent leurs expériences et leurs connaissances, et tirent des conclusions. Le groupe d'experts propose ensuite des recommandations politiques au niveau européen mais aussi au niveau national, aux

« ..MAIS AU-DELÀ, NOUS VOULONS TROUVER DES STRATÉGIES POUR GARANTIR DAVANTAGE UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE, AU SENS DE LA DURABILITÉ TELLE QU'ENVISAGÉE DANS LE PACTE VERT. »

décideurs politiques mais aussi à tous les autres acteurs concernés. La différence avec EZA est, je suppose, qu'en tant qu'organisation du mouvement social, vous pouvez traduire vos conclusions directement en action.

EZA : Vous êtes l'expert en matière d'État-providence et de son impact économique au niveau national et européen. Quelles sont les mégatendances auxquelles l'UE est confrontée ?

Jef Pacolet : Les défis mondiaux sont la démographie et la migration, mais aussi le changement climatique, les mondes de l'industrie et du travail en mutation, et la numérisation. Toutes ces mégatendances seront discutées pour voir comment elles influenceront la conception et le financement de l'État-providence au niveau européen.

EZA : Pourriez-vous nous éclairer sur votre définition de l'État-providence ?

Jef Pacolet : L'État-providence est là pour nous protéger contre les risques de la vie, du berceau à la tombe, tout au long de notre parcours de vie, pour absorber les risques tels que le vieillissement, la crise économique ou tout besoin de redistribution. Vous en avez plus que jamais besoin. J'en étais déjà convaincu il y a trente ans lorsque nous avons commencé une série de conférences d'EZA après la signature du traité de Maastricht en 1992, et ma motivation n'a pas flanché depuis lors. Vous en avez besoin comme réponse aux mégatendances mondiales, mais en même temps, vous devez continuellement la défendre.

EZA : Dans quelle mesure le système de l'État-providence dans l'UE est-il prêt pour l'avenir ?

Jef Pacolet : De nouveaux risques apparaissent en permanence. Nous ne pouvons pas imaginer une pandémie, par exemple. C'était un risque mondial, soudain et, surtout, un risque sanitaire. La réponse a été l'État, précisément

« LORSQUE J'AI COMMENCÉ MON TRAVAIL IL Y A 30 ANS, JE NE POUVAIS PAS IMAGINER TOUTES LES INITIATIVES ET LES CHANGEMENTS DONT NOUS SOMMES TÉMOINS ACTUELLEMENT. »

l'État-providence. Et ce n'est pas la première fois, même dans la période récente : il y a eu d'autres risques auparavant, par exemple la crise financière de 2008 ou la crise de la dette en 2011. Les réponses à ces crises ont été également trouvées dans l'État-providence. On pourrait même dire que la dérégulation par l'État, le manque de contrôle public, a conduit aux crises financières. Nous pouvons observer qu'après des chocs économiques, c'est surtout l'État-providence qui amortit les répercussions les plus importantes. L'État-providence peut s'adapter rapidement et efficacement, et absorbe les conséquences les plus dures des crises.

EZA : Comment l'État-providence a-t-il réagi à la pandémie plus récente qui est toujours en cours ?

Jef Pacolet : Nous avons appris tellement de choses sur l'État-providence grâce à la COVID ! Par exemple, que nous sommes prêts à fermer toute notre économie pour prévenir un risque de santé publique. Ces fermetures ont un coût, à savoir une perte de PIB. Mais nous étions préparés car nous accordons une grande valeur à la vie et nous savions que la perte de vies aurait également des répercussions économiques. En 2020 et 2021, nous avons donné aux systèmes les moyens de compenser les effets des crises. Nous avons mis en place des aides financières pour de nombreuses personnes. Nous avons développé des systèmes de chômage partiel. Même l'UE a contracté des dettes pour la première fois en créant le fonds de relance européen. Toutes ces actions de l'État-providence ont absorbé plusieurs dommages qui nous auraient frappés si de telles mesures n'avaient pas été prises. Mais nous avons également constaté des faiblesses. Les soins aux personnes âgées ont souffert de manière dramatique. À l'avenir, nous devons renforcer ce secteur dans nos efforts pour assurer que l'État-providence soit à l'épreuve du temps.

EZA : Certaines personnes affirment que l'État-providence sera trop coûteux compte tenu du changement démographique au sein de la population de l'UE. Voyez-vous cela comme un risque pour la compétitivité économique ?

Jef Pacolet : Ce qui a été prouvé à plusieurs reprises, c'est qu'un État-providence bien développé présente un avantage économique. Bien sûr, il y a d'énormes défis à relever. Mais

comparons-le aux systèmes de sécurité sociale qui sont, pour la plupart, privatisés. Aux États-Unis, par exemple, les soins de santé sont beaucoup plus chers qu'en Europe et la couverture de la population est moindre. Dans ce pays également, la compétitivité des dépenses fait l'objet d'un vaste débat en raison de l'augmentation des coûts. Plus vous organisez l'État-providence au niveau public, comme au niveau de l'État, plus sa couverture de l'ensemble de la population est efficace, et apparemment pas à un coût plus élevé. J'ai expliqué cela il y a quelque temps à un collègue chinois. Il a réagi en disant : « Ce serait un bon système pour nos grandes villes. » Non, il devrait couvrir l'ensemble de la population.

EZA : Depuis 1992, vous organisez la conférence sur l'état de l'État-providence tous les cinq ans. En 2022, dans quel état est-il ?

Jef Pacolet : L'État-providence est bien vivant. Lorsque j'ai commencé mon travail il y a 30 ans, je ne pouvais pas imaginer toutes les initiatives et les changements dont nous sommes témoins actuellement. Je pense que l'adoption du Socle européen des droits sociaux par la Commission Juncker en 2017 a été un véritable jalon qui a révélé une ambition prodigieuse de l'Europe de développer davantage l'Europe sociale.

EZA : Quelles sont vos prévisions pour l'État-providence en 2050 ?

Jef Pacolet : D'ici là, nous vivrons plus longtemps que jamais et nous serons plus riches qu'avant, même avec les crises actuelles. Nous aurons un niveau d'assurance et de protection plus élevé. Parfois, je regrette d'être né trop tôt, en 1951 et non en 2050. Parce que pour moi, d'après les statistiques et les tendances que nous pouvons observer en ce moment, l'avenir semble plus brillant. Je vois le chemin de croissance commun (passé) du progrès économique et social également comme une promesse pour l'avenir. Mais la protection sociale est une création de l'homme. Ma réponse à cette question est « une prophétie qui se réalise ». Et en tant que syndicaliste, je me dis que seuls les optimistes survivent.

Jozef (Jef) Pacolet est professeur ém. d'économie au Centre HIVA de l'Université catholique de Leuven, qui est étroitement lié à l'EZA. Dans ses études, il se concentre sur l'impact économique de l'État-providence au niveau national et européen. Grâce à ses recherches, il a démontré l'importance et la robustesse de l'État-providence, même au cours de plusieurs crises économiques. C'est dans cette optique qu'il prend la tête de l'organisation des conférences sur « L'état de l'État-providence », qui ont lieu tous les cinq ans avec la participation d'un réseau d'experts de toute l'Europe, qu'il a fondé, dans le cadre du programme éducatif d'EZA sur le « Dialogue social européen ».



MAGAZINE

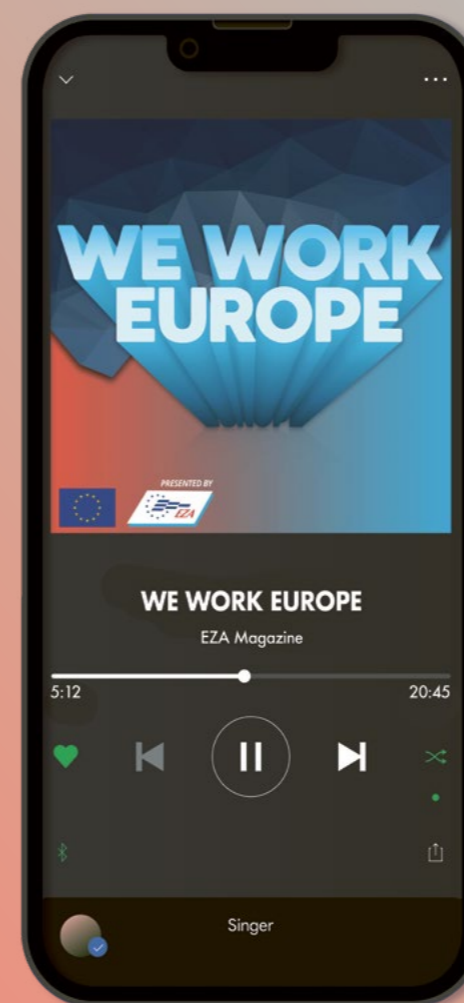
Lancement du podcast : WE WORK EUROPE

Le magazine d'EZA pour vos oreilles

Dès aujourd'hui, vous pouvez écouter gratuitement le nouveau podcast d'EZA, We Work Europe, sur votre smartphone ou votre PC, dans le confort de votre maison ou en déplacement. À l'avenir, trois épisodes seront publiés pour chaque magazine EZA et apparaîtront sur toutes les plateformes de podcast.

Pour We Work Europe, nous voyageons dans toute l'Europe et rencontrons des centres membres et des experts dans le domaine du travail. Nous discutons avec eux des affaires courantes et observons les développements du dialogue social et de la politique sociale européenne. Le premier épisode est consacré au Brexit et à ses conséquences dramatiques pour les droits des travailleurs au Royaume-Uni. Il apparaît comme un complément à l'article correspondant de ce numéro. Vous avez la possibilité d'écouter les voix des personnes interrogées et de vous immerger dans le paysage sonore de Blackpool et de Manchester.

We Work Europe est une production d'Escucha - Culture for the Ear au nom d'EZA. Vous pouvez trouver le podcast sur toutes les plateformes populaires : Apple Podcasts, Audible, Google Podcasts, Spotify et sur de nombreux autres podcatchers. N'hésitez pas à nous laisser un commentaire et à recommander le podcast à d'autres personnes ! Scannez le code avec votre smartphone et accédez directement à la plateforme de votre choix !



ADRESSE

Publication

EZA – Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2, 53639 Königswinter
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0
Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22
E-Mail: eza@eza.org www.eza.org

Rédaction

Sigrid Schraml, Lukas Fleischmann rédacteur responsable), Ralph Würschinger, Mon Verrydt

Conception éditoriale et graphisme

Sofia Wunderling, 40227 Düsseldorf
wunderling.myportfolio.com

FotosPhotos et graphisme

EZA, Lukas Fleischmann, iStock,
Sofia Wunderling

Mode de parution

Trois numéros par an. Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.

